

MÉMOIRE(S) DÉRANGEANTE(S)

Sans complaisance ni masochisme, la connaissance entière de notre passé, dans tous ses aspects, est une nécessité, dit-on, pour éviter la réédition des erreurs et horreurs passées. Assure-t-on vraiment ce "devoir de mémoire" ?

Une armée d'égorgeurs



« ... Les prisonniers ont les mains liées dans le dos. Le caporal-chef B... prend le premier, l'assomme d'un coup de bâton et l'égorge. Il en fait de même avec le deuxième. Le troisième, qui doit avoir dix-huit ans à peine, a compris. Au lieu d'essayer de se défendre, il tend la gorge au bourreau, lequel n'hésite pas et l'égorge avec la même sauvagerie. On met ensuite sur chaque corps à la gorge béante, où déjà sont les mouches, un écriteau : *Tel est le sort réservé aux rebelles.* »

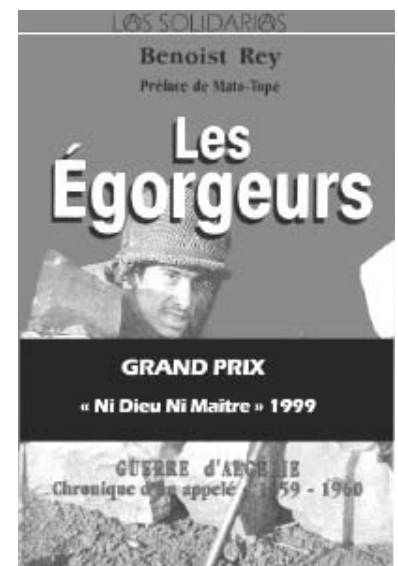
Ce n'est pas la description des crimes d'une "bande d'Arkan" pour un quelconque Tribunal pénal international sur la Yougoslavie en feu. C'est un extrait du récit dépouillé et circonstancié des quatorze mois passés en Algérie, entre 1959 et 1960, par un appelé français du contingent. "Les *Egorgeurs*" est paru en 1961 aux Editions de Minuit. Aussitôt sorti, aussitôt interdit, et saisi. Les Editions du Monde libertaire l'ont réédité, c'est salutaire. A l'époque, le livre ne rencontra guère de soutien, même dans la presse progressiste. En 1961, il importait de ne pas jeter l'opprobre sur les soldats du contingent dont la passivité venait de faire échouer le "putsch" des généraux d'Alger, et ce livre ne racontait pas les horreurs de quelques unités "d'élite", spécialisées dans le crime, mais celles du contingent, de l'armée ordinaire, des "braves petits Français", pour peu que leur unité soit engagée dans une zone de rébellion, c'est à dire presque partout...

Pratiquement tous les hommes qui ont aujourd'hui entre 58 et 65 ans, les pères de ceux qui ont entre 30 et 40 ans, y ont pris part. La guerre d'Algérie est le grand silence des familles françaises. Celui du récit impossible, sans que la honte le suffoque.

Retour d'Algérie en 1960, Benoist Rey refuse ce honteux silence, et n'a de cesse de publier son témoignage. Sa réédition, pour les générations présentes, répondra sûrement aux questions que le silence des pères sur "leur" guerre laisse en suspens. Questions qui renvoient aussi à la façon très particulière dont, après coup ou pour admonester "les autres", la France (quel est le sens de cette notion ?) a l'habitude de défendre les valeurs qu'elle prétend incarner.

Après s'être libéré de ce silence, Benoist Rey a continué sa vie en dissident des tartufferies ambiantes. Sa biographie, rédigée par son ami Raymond Pradines, est sortie en complément aux mêmes éditions. Des lectures qui devraient être au programme des écoles.

Gilles de Staal,
"Guerre d'Algérie, le silence des familles" dans *L'Humanité* (2000)



Conférences-débats

- Mercredi 14 octobre
Une armée d'égorgeurs
avec Benoist Rey
- Jeudi 22 octobre
Le roman peut-il boucher les trous de l'Histoire ?
avec Didier Daeninckx
- Vendredi 30 octobre
La commémoration, une passerelle pour l'oubli
avec Maurice Rajsfus

L'encre rouge d'un siècle noir

Le besoin d'écrire m'est tombé sur les épaules quand j'avais 11 ans, mais je n'en ai véritablement pris conscience que vingt années plus tard. Pour la grande majorité d'entre nous, la mort quitte les livres et devient réalité au moment de la disparition d'un proche, que l'on suit, adolescent blafard habillé de noir, son premier enterrement. On maudit la vieillesse, la maladie, puis tout doucement on se fait à l'idée de cette injustice fondamentale : le combat perdu d'avance.

J'ai fait connaissance avec la mort dans la nuit du 8 février 1962, et cette rencontre a décidé de ma vie. Les adultes de la cité, par dizaines, avaient franchi l'ancienne zone des fortifs sur laquelle s'est, depuis, posé le périphérique, et leurs pas solidaires avaient martelé le pavé de Paris que ne recouvrait pas encore l'asphalte uniforme des lendemains de peur. Ils criaient leur refus de la guerre qui martyrisait l'Algérie, leur dégoût des attentats qui martyrisaient le visage d'une gamine de 5 ans, Delphine Renard. Un sang d'encre coulait de ses yeux sur les milliers d'affiches collées par des anonymes. Je dormais près de mes soeurs quand, au métro Charonne, des hommes aux manteaux luisants, aux crânes casqués, aux bras prolongés de matraques, se sont rués sur la foule des manifestants pacifistes. Huit d'entre eux ne se sont jamais relevés ; leurs cadavres suppliciés jonchaient le sol recouvert de centaines de chaussures abandonnées par ceux qui avaient réussi à échapper au massacre. Parmi les photos des victimes encadrées par un épais filet noir, à la première page des journaux, figurait celle d'une amie de ma mère. Elle avait exactement son âge, s'appelait Suzanne Martorell, habitait un bâtiment de la cité Robespierre d'Aubervilliers situé à la droite du nôtre. Il m'arrivait de grimper chez elle pour jouer avec ses enfants qui fréquentaient comme moi le collège Gabriel Péri. Le 12 février, le directeur nous a rassemblés dans la cour, pour un hommage à la mère de nos camarades de jeux. Comme tous les adultes, il a prononcé le nom du responsable de la tuerie, un nom qui ne m'a jamais quitté ne serait-ce qu'une journée : Maurice Papon. Le préfet de police de 1962 a croisé ma vie une seconde fois, quand il m'a fait le destinataire d'une lettre, en 1979, m'enjoignant de me conduire en bon citoyen et de payer mes impôts. J'ai ainsi appris, en lisant son paraphe sur le formulaire des impôts, qu'il était devenu ministre du Budget. Ma confiance en la justice en a été définitivement affectée, d'autant qu'au cours des mois suivant était révélé le passé de complice de crimes contre l'humanité de celui que la République avait porté au pinacle. Puis ressurgirent les fantômes des révoltés de Casablanca en 1955, du Constantinois en 1956, ceux des innombrables noyés algériens d'octobre 1961.

En vérité, si j'écris des romans policiers, c'est que, dès le départ, l'innocence ne m'était pas permise. La mort réelle avait fait irruption dans ma vie, par la violence d'une répression politique. Je savais qui armait le bras du tueur. D'une certaine manière, toutes les histoires d'assassinats qui me viennent sous la plume sont autobiographiques. "Meurtres pour mémoire", publié à la Série Noire en 1984, est en fait une fiction basée sur l'itinéraire d'un de ces serial-killer en gants blancs qui délaissent le poison, le couteau, le flingue, pour le tampon, le registre, la signature au bas du formulaire. Personne ne pensait, il y a maintenant près de vingt ans, que les protections dont bénéficiaient les zélés serviteurs tomberaient. Elles semblaient aussi indestructibles que le mur qui séparait l'Europe en deux.

On sait que le silence, l'occultation rendent fou, que cette folie se transmet de génération en génération. Le roman m'est apparu comme le seul lieu permettant d'élucider le réel, la fiction comme hypothèse. Et par un violent effet de miroir, les péripéties du procès du vieil homme bardé de certitudes, à Bordeaux, un demi-siècle après les rafles, me parurent inspirées des rebondissements que j'avais imaginés. Je ne cesse, depuis, de jeter l'Histoire vive dans la littérature, pour lui faire rendre gorge de ses omissions. Chacun des romans, chacune des nouvelles, curieusement, croise un épisode de la romance familiale. L'ensemble prend peu à peu une cohérence, celle du siècle d'hier. Je me cogne sans cesse à la première boucherie industrielle ouverte dans les tranchées de Champagne.

Dernière lettre de Missak Manouchian

21 février 1944, Fresnes
Ma chère Mère, ma petite orpheline
Bien aimé... Dans quelques heures je
ne serai plus de ce monde. On m'a été fusillé
le 21 après midi à 15 heures. Cela m'arrive
comme un accident dans ma vie, j'y ne crois
pas, mais pourtant, je sais que je ne te
verrai plus jamais. Que puis-je te dire,
tout est confus en moi et ton cœur en
même temps. Je m'étais engagé dans la
libération en soldat volontaire
et je meurs à deux doigts de la vic-
toire et de but. Bonne nuit à ceux qui
vont nous survivre et goûter le
douceur de la liberté et de la Paix de
demain. Je suis sûr que le peuple
français et tous les combattants de
la liberté honoreront notre
mémoire digne. Au moment de mourir
je proclame que je me hais
contre le peuple allemand et contre qui
que ce soit. Chacun aura ce que mé-
ritera comme chatouille et comme recom-
pense. Le peuple allemand et tous les autres
peuples vivront en paix et en fraternité.

Mon grand-père, Ferdinand, fils de déserteur flamand réfugié en France en 1884, avait fait la belle, à son tour au printemps 1917, après deux années passées dans les boyaux tricolores. Il avait ensuite vécu avec des faux-papiers, protégé par le maquis ouvrier de Saint-Denis, avant que la police ne lui tombe dessus et qu'on l'envoie prendre le frais, dans le Sud. Au début des années cinquante, les amputés de la *der des ders* hantaient le paysage par dizaines de milliers. Visages ravagés, moignons, toux d'Ypérite, pincés à sucre nickelées en guise de doigts, orbites creuses, culs-de-jatte. Le respect dû au sacrifice des aînés était dans toutes les bouches ; enfant garde-à-vous au passage des Gueules Cassées ! Dans la cour de récréation, sous une phrase de Danton gravée dans le béton, « Après le pain, l'éducation est le premier besoin du Peuple », j'étais déjà seul, minot ultra-minoritaire, à prendre la défense des déserteurs. Hasard, sûrement, qu'un jour de vacances, furetant dans les stocks d'un libraire de Carpentras, je sois tombé sur un ouvrage oublié, "Les Damnés de la guerre" de Roger Monclin, qui évoquait la plus importante mutinerie, toujours absente des

livres d'histoire, celle des régiments russes qui se mirent en grève, le 1er mai 1917, sur le front de Champagne. Déplacés dans la Creuse pour ne pas que la gangrène se répande, ils furent réduits par la canonnade dans le camp de la Courtine, près du plateau de Millevaches... Qui se souvient de cette courte guerre franco-soviétique qui s'acheva par la condamnation des meneurs, à Bordeaux ? Qui se souvient de Globa ? Qui se souvient de Baltais ? Un roman, puis une bande-dessinée de Jacques Tardi.

Parfois, il ne manque qu'une pièce au puzzle. Venu rendre visite à un couple d'amis du bassin potassique d'Alsace dont la fille, Isabelle, fut enlevée, séquestrée, violée puis assassinée, je me suis interrogé sur l'année à laquelle faisait référence la plaque d'une des principales artères de Strasbourg, la rue du "22 novembre". L'absence de "1918" servait à ne pas raviver le souvenir du soviet de Strasbourg. Quand je racontais cela aux parents d'Isabelle, le vieux Joseph Fisch qui ne parlait qu'alsacien, confia à son fils qu'il avait participé au soviet de Neuf-Brisach, que le moment où il avait dégradé son officier, un certain capitaine Rommel, comptait parmi les plus beaux de sa longue vie !

Par la suite, je me suis intéressé de très près à ces rouges qui, lorsque la tourmente provoquée par l'effondrement de l'empire de l'Est affolait les boussoles, ont viré au brun. Je ne faisais alors que relire la lettre de refus, d'éloignement, que fit parvenir mon autre grand-père Rémi, maire communiste d'une ville de la région parisienne, à la direction de son parti, en septembre 1939, lorsque Staline et Hitler scellèrent un pacte contre-nature. Il fut alors considéré comme un traître, l'écho un demi-siècle plus tard m'en revint.

Quelques-uns de ceux qui applaudissaient quand je vouais Papon et généraux aux gémonies, tordirent le nez, la bouche, s'accommodant en temps réel de l'alliance avec les contraires. Ils attendent des écrivains qu'ils s'engagent toujours contre le prince, contre le pouvoir, contre les églises. Mais ils n'avaient pas lu Léonardo Sciascia jusqu'au bout, lui qui prenait soin d'ajouter : « *Fussent-elles les leurs* ».

Didier Daeninckx



participants d'observer la minute de silence traditionnelle. Bien souvent, il y a là un certain comique de situation, particulièrement lorsque celui qui a réclamé le silence regarde sa montre, à la dérobée, pour s'assurer que la minute n'est pas encore écoulée.

Ce sont là des cérémonies ponctuelles, surtout devant les monuments aux morts. On y célèbre les victimes d'une grande boucherie ou une victoire mémorable qui, forcément, n'a pas été économe en vies humaines. Ensuite, le devoir mémoriel accompli, c'est le "vin d'honneur" de rigueur.

Cela va de soi, on arrive sur les lieux de commémoration l'oeil humide. On se congratule, on écoute des discours convenus, en hochant la tête, puis l'on se sépare, persuadé d'avoir rendu un fervent hommage aux héros et aux victimes honorés ponctuellement. On se reverra l'année prochaine, le temps d'oublier tranquillement ceux qui ont été sacrifiés au nom d'un idéal approximatif ou de la raison d'Etat. Après avoir versé quelques larmes, tous se raidissent dans une attitude patriotique de bon aloi.

Les exemples ne manquent pas de ces cérémonies obligées. Le plus récent étant la lecture de la lettre d'adieu de Guy Moquet à ses proches. Cela doit se dérouler dans les collèges et lycées, le 22 octobre de chaque année et, le 20 octobre 2009, un conseiller spécial du président de la République n'a pas manqué de rappeler aux enseignants

La commémoration passerelle pour l'oubli

La commémoration induit la notion de *devoir*. Difficile d'accepter cela, car, dans devoir, il y a surtout *obligation*. D'où cette nécessité de faire la distinction entre la mémoire productive - c'est à dire le rappel indispensable à l'histoire - et la mémoire commémorative ayant pour fonction de réactiver le patriotisme de mauvais aloi ou de vanter un certain ordre social.

Les approches sont multiples de cette volonté d'encadrer la mémoire des bons citoyens, au travers de la commémoration. Vers une forme de pensée unique, le plus souvent.

L'aspect le plus visiblement pervers de la commémoration réside, par exemple, dans ces rassemblements où l'émotion artificielle est de rigueur. Les regards doivent être graves, on serre les mains de ses proches, on se découvre, si nécessaire, et celui qui préside la cérémonie demande aux

qu'ils sont prioritairement des fonctionnaires et se doivent donc d'exécuter la consigne venue d'en haut. Peu importe le fait que l'adolescent fusillé le 22 octobre 1942 ait été militant communiste, Nicolas avait besoin de récupérer un résistant pour conforter son image personnelle

Autre grand moment d'émotion organisée, le retour des prisonniers de guerre en mai 1945. Cela se passait généralement à la gare de l'Est. A grand renfort de musique militaire et de drapeaux déployés, les vaincus de 1940 étaient accueillis comme des héros et faisaient l'objet de toutes les attentions de la Croix-Rouge. Pour les déportés politiques qui revenaient à leur tour, en plus petit nombre, et dans un état pitoyable, la réception était de tout autre nature. On les faisait sortir discrètement par les cotés de la gare, sans fanfares ni discours. Ils étaient chargés à bord d'autobus qui les conduisaient à l'hôtel Lutetia. En fait, les Parisiens ne devaient pas trop rencontrer ces résistants revenus très mal en point des camps de concentration. Ceux-là étaient relativement méprisés par le pouvoir gaulliste pour qui les résistants de l'Intérieur ne représentaient finalement qu'une variété de va-nu-pieds ayant surtout pour vocation de se faire oublier. Quant aux survivants juifs des camps d'extermination, il n'en était pratiquement pas question - à la limite, on les considérait comme des déportés politiques et guère plus dignes d'intérêt.

Nos calendriers républicains nous incitent à célébrer les fêtes nationales comme le 14 juillet, le 11 novembre (fête de l'armistice de 1918) ou le 8 mai (fête de la victoire de 1945). De même, les fêtes religieuses ne sont jamais négligées, et sont bien arrosées. Oubliés les symboles, il reste la bonne bouffe.

Il en va de même de cette Fête du Travail, le 1er mai, instaurée par Pétain, en 1941. Le bon citoyen, le temps faisant son œuvre, doit ignorer que, jusqu'à l'orée des années 1930, le 1er mai était une journée de lutte ouvrière, durement réprimée par une police haineuse. De nos jours, on défile benoîtement sous l'oeil presque indifférent des CRS ou des gendarmes mobiles.

Lorsque le 14 juillet des groupes de policiers parisiens participent au défilé des forces armées, ils arborent fièrement cette fourragère rouge - légion d'honneur collective - qui a été

PETITE BIBLIOGRAPHIE

Didier Daeninckx

Meurtres pour mémoire	<i>Gallimard</i>
La der des ders	<i>Gallimard</i>
Cannibale	<i>Verdier</i>
Nazis dans le métro	<i>Baleine, puis Librio</i>
Itinéraire d'un salaud ordinaire	<i>Gallimard</i>
Camarades de classe	<i>Gallimard</i>
Missak	<i>Perrin</i>

Maurice Rajsfus

La Libération inconnue. A chacun sa résistance
Le Cherche Midi, 2004

Drancy, un camp de concentration très ordinaire, 1941-1944
Le Cherche Midi, 2005

Le chagrin et la colère
Le Cherche Midi, 2005

Candide n'est pas mort
Le Cherche Midi, 2008

Les mercenaires de la République
Ed. du Monde Libertaire, 2008

A vos ordres ? Jamais plus !
Ed. du Monde Libertaire, 2009

Benoist Rey

Les Égorgeurs - Guerre d'Algérie, Chronique d'un appelé 1959-1960
Ed. du Monde Libertaire

Les Trous De Mémoire
Ed. du Monde Libertaire

Les Trous De Mémoire 2
Ed. du Monde Libertaire

donnée par de Gaulle à leurs anciens, le 14 octobre 1944. Peu importe que, de l'été 1940 à l'été 1944, les mêmes aient participé à la chasse aux communistes et à la traque aux juifs étrangers. Pire encore, tout a été tenté pour faire croire que cette police délinquante avait largement participé à la libération de Paris.

En 2007, à peine élu à la présidence de la République, Nicolas Sarkozy évoquait Jean Jaurès et Léon Blum pour justifier sa politique d'ouverture, qui n'était rien d'autre qu'un recul social, avec son trop célèbre « travailler plus pour gagner plus ». Il n'avait pas osé se revendiquer de Louise Michel ou de Proudhon, estimant peut-être qu'il y a des limites à la veulerie.

Le jour où ce pouvoir décidera de commémorer la Commune de Paris, il conviendra d'être particulièrement méfiant car ces gens-là sont capables de tout !

Finalement gardons-nous de trop admirer, et tenons-nous loin des commémorations visiblement récupératrices. Le meilleur hommage à rendre à certaines idées, comme à ceux qui les ont portées, c'est encore de ne pas adorer les idoles, et pas davantage les symboles trop voyants.

Maurice Rajsfus

**Les cycles de
CONFÉRENCES / DÉBATS**



se tiennent à la
Bourse du Travail de St-Denis
de 19h00 à 21h00

L'Université Populaire de St-Denis se donne pour mission de contribuer à l'amélioration de la diffusion populaire de l'esprit critique, des savoirs et de la culture ; mais aussi de favoriser le développement des échanges sociaux dans la cité, en incitant les citoyens à échanger des points de vue et des arguments raisonnés.

Ce projet d'éducation populaire est mis en oeuvre hors des institutions universitaires traditionnelles, dans un esprit engagé de mixité sociale, de citoyenneté, de laïcité, de gratuité et de coopération mutuelle.